

Délégation suisse  
près l'OCDE

Swiss\_  OECD\_Info

[> Contact](#)

[> Se désabonner](#)

[> A propos](#)

[> OCDE](#)

N° 30 / décembre 2007

## Table des matières

1. Etude économique de la Suisse :  
expansion économique mais manque de concurrence
2. "World Energy Outlook 2007 :  
demande croissante, réserves en baisse
3. PISA – Suisse :  
bons résultats en mathématiques mais lecture à améliorer
4. Politiques agricoles de l'OCDE :  
Suisse : 63% de niveau de soutien public, 1% en Nouvelle-Zélande
5. Tendances des marchés des capitaux:  
hypothèques non garanties, pertes assurées
6. Statistiques des recettes publiques 1965-2006 :  
Suisse : bas niveau mais hausse rapide
7. Perspectives d'investissement international :  
de nouveaux records qui suscitent de nouvelles craintes
8. Perspectives économiques de l'Amérique latine :  
politiciens heureux, contribuables malheureux
9. OECD Science Technology and Industry Scoreboard:  
Suisse : haut niveau d'innovation mais peu de capital-risque
10. Examen approfondi AIE de la politique énergétique suisse :  
plus d'impôts sur le fuel et l'essence, moins de places de parc
11. Mondialisation et économies régionales:  
la proximité géographique compte
12. Calendrier OCDE
13. Publications à paraître

## 1. Etude économique de la Suisse : expansion économique mais manque de concurrence

La Suisse s'efforce tant bien que mal de suivre les autres pays de l'OCDE en matière de réformes structurelles internes. La vigoureuse expansion économique dont la Suisse bénéficie en ce moment est avant tout liée à la conjoncture mondiale et pourrait s'avérer temporaire au vu de l'incertitude qui règne actuellement, même si les dernières « [Perspectives économiques de l'OCDE](#) » tablent sur une croissance de 1.9% cette année et de 2% en 2008. L'[étude économique de la Suisse](#) révèle d'autre part que l'écart de productivité du travail par rapport aux économies les plus performantes s'est creusé et que ce phénomène a tendance à s'accroître.

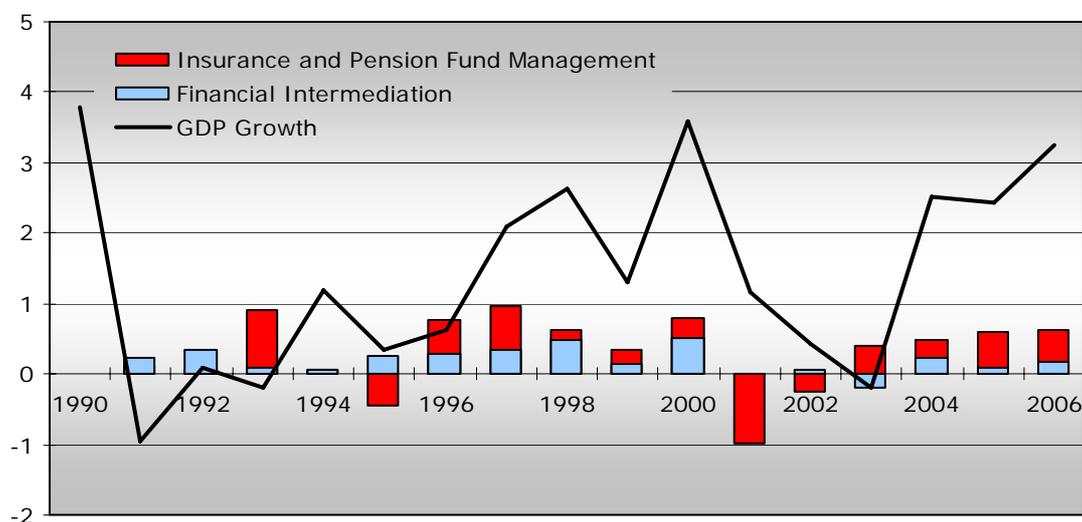
L'économie suisse a été fortement marquée par le dynamisme du secteur des services financiers, s'expliquant d'une part par le fait que ce secteur représente une plus importante proportion du PIB en comparaison avec les autres pays de l'OCDE et d'autre part du fait que ce secteur est plus susceptible d'être soumis à des fluctuations conjoncturelles. L'OCDE recommande à nouveau de renforcer la concurrence dans le marché intérieur afin d'augmenter la productivité et de faire baisser les prix. Les industries de réseaux (services postaux, télécommunications, électricité) devraient en particulier s'assurer que les

nouveaux entrants sur le marché ne subissent pas de discrimination. L'Organisation recommande en outre de doter les autorités de régulation de plus de ressources et de pouvoirs, mais également de mieux veiller à leur indépendance en vue d'une meilleure application de la législation sur la concurrence, générale et par secteur.

L'OCDE appelle d'autre part à maintenir un contrôle des dépenses publiques, notamment au vu de la croissance ininterrompue des dépenses sociales. Il faudrait inciter plus fortement les bénéficiaires des prestations d'invalidité à retourner sur le marché du travail. Le financement commun des hôpitaux par le biais des assurés et des cantons reste un problème. De plus, l'assurance vieillesse (AVS, caisse de pension) doit être adaptée au vieillissement de la population.

Le chapitre spécial consacré à l'immigration conclut que la plupart de la main d'œuvre immigrée est bien intégrée dans le marché du travail. Son potentiel n'est toutefois pas pleinement exploité, le salaire de cette catégorie de personnes étant en moyenne plus bas à qualifications égales. Les enfants d'immigrés obtiennent de moins bons résultats scolaires que leurs parents.

**The Contribution of Financial-Sector Value-added to Economic Growth**



Source: OECD

L'OCDE recommande d'étendre l'accès des familles d'immigrants à l'éducation préscolaire ainsi qu'à un encadrement extrafamilial. Le développement de mo-

dèles éducatifs non sélectifs dans le cycle secondaire obligatoire devrait également être renforcé.

[> Table des matières](#)

## 2. "World Energy Outlook 2007 : demande croissante, réserves en baisse

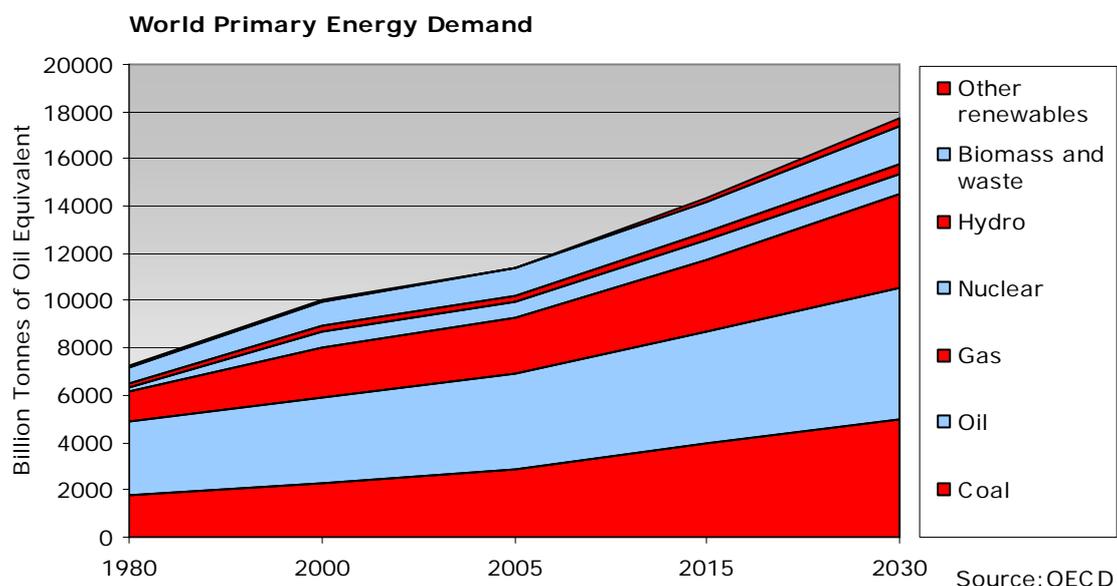
Un « double défi énergétique » apparaît de plus en plus clairement : il s'agit d'une part d'assurer un approvisionnement énergétique mondial abordable pour tous, tout en évitant de porter atteinte à l'environnement au travers d'une surconsommation énergétique.

Le récent [World Energy Outlook 2007](#) de l'[Agence internationale de l'Énergie \(AIE\)](#) prévoit que d'ici à 2030 les besoins mondiaux en énergie primaire augmenteront de 55%, soit 1,8% par an. Cette demande sera générée à hauteur de 74% par les pays en développement, dont 45% par la Chine et l'Inde. Presque la moitié de cette énergie sera utilisée pour la consommation d'électricité avec environ un cinquième destiné au trafic. Pour ce qui est des ressources pétrolières, le rapport les juge suffisantes pour satisfaire la demande d'ici à 2030. Un scénario alternatif qui se baserait sur une croissance annuelle de seulement 1,3% de la demande verrait

la consommation d'énergie baisser de 10% en 2030 par rapport au scénario de référence, ce qui correspond à la consommation actuelle de la Chine.

La demande de la Chine devrait septupler d'ici à 2030 afin de répondre à sa forte croissance économique. Ses ressources énergétiques propres, notamment de charbon, sont certes immenses, mais pas suffisantes pour couvrir la totalité de ses besoins à l'avenir. L'Inde connaîtra aussi une croissance rapide de consommation d'énergie d'ici à 2030, de sorte qu'une bonne partie des besoins supplémentaires devra être importée.

La croissance rapide de la consommation d'énergie fossile aura pour conséquence d'augmenter les émissions de CO<sub>2</sub> de 55% entre 2004 et 2030, correspondant à une hausse annuelle de 1,7%. Trois quarts des pays concernés seront des pays en développement. La Chine est en train de dépasser les Etats-Unis en tant

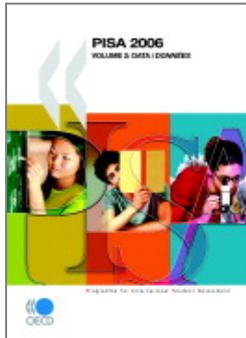


que plus grand émetteur de CO<sub>2</sub> au monde, quoique avec une population

quatre fois plus grande.

[>Table des matières](#)

### 3. PISA – Suisse : bons résultats en mathématiques mais lecture à améliorer



La Finlande occupe toujours, pour la troisième année consécutive, la première place du classement [PISA](#) dont les tests ont été effectués en 2006. Le réseau des pays participants s'est

élargi de 32 à 57 pays en 2006. En tout, environ 400'000 jeunes de 15 ans ont pris part au test PISA 2006, se substituant à 20 millions d'élèves de cet âge des pays participants.

La Finlande figure nettement devant Hong Kong et le Canada dans le classement général, dont les tests étaient centrés cette année sur les capacités scientifiques des élèves de 15 ans. Taiwan obtient les meilleurs résultats en mathématiques, devant la Finlande, Hong Kong et la Corée, alors que cette dernière obtient les meilleurs résultats en lecture (devant la Finlande, Hong Kong et le Canada) et la Finlande en sciences naturelles (devant Hong Kong, le Canada et Taiwan). S'agissant des mathématiques, la Suisse atteint le 6<sup>ème</sup> rang (4<sup>ème</sup> parmi les pays membres de l'OCDE). En ce qui concerne la lecture, qui était déjà un point faible du premier test PISA de 2000, la Suisse occupe toujours une position médiane au 14<sup>ème</sup> rang (11<sup>ème</sup> parmi les 20 mem-

bres de l'OCDE analysés). Quant aux sciences, la Suisse se situe, de même que neuf autres pays, entre le 13<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> rang, et, en se limitant aux pays de l'OCDE, entre le 8<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> rang, comme sept autres pays. La Suisse se positionne ainsi au-dessus de la moyenne de l'OCDE dans ces trois domaines mais seulement de justesse s'agissant de la lecture.

Environ un tiers des enfants s'imaginent poursuivre une carrière dans les sciences. Le niveau socioculturel des parents joue toujours un rôle essentiel dans ce résultat, de même que l'origine de ces derniers. En Suisse, les compétences des enfants de migrants sont en effet considérablement moins bonnes que celles des autochtones et on observe le même phénomène dans les pays voisins. Toutefois, il est important de noter que les écoles suisses enseignent à plus de 20% d'enfants issus de l'immigration tandis qu'en Finlande, cette proportion s'élève à 2,1% des élèves. Le suivi des participants du premier test PISA au Canada a permis de démontrer que des différences dans les résultats conduisent également par la suite à des écarts de niveau de formation et ainsi à des opportunités de travail et de revenu différents.

[>Table des matières](#)

#### 4. Politiques agricoles de l'OCDE : Suisse : 63% de niveau de soutien public, 1% en Nouvelle-Zélande

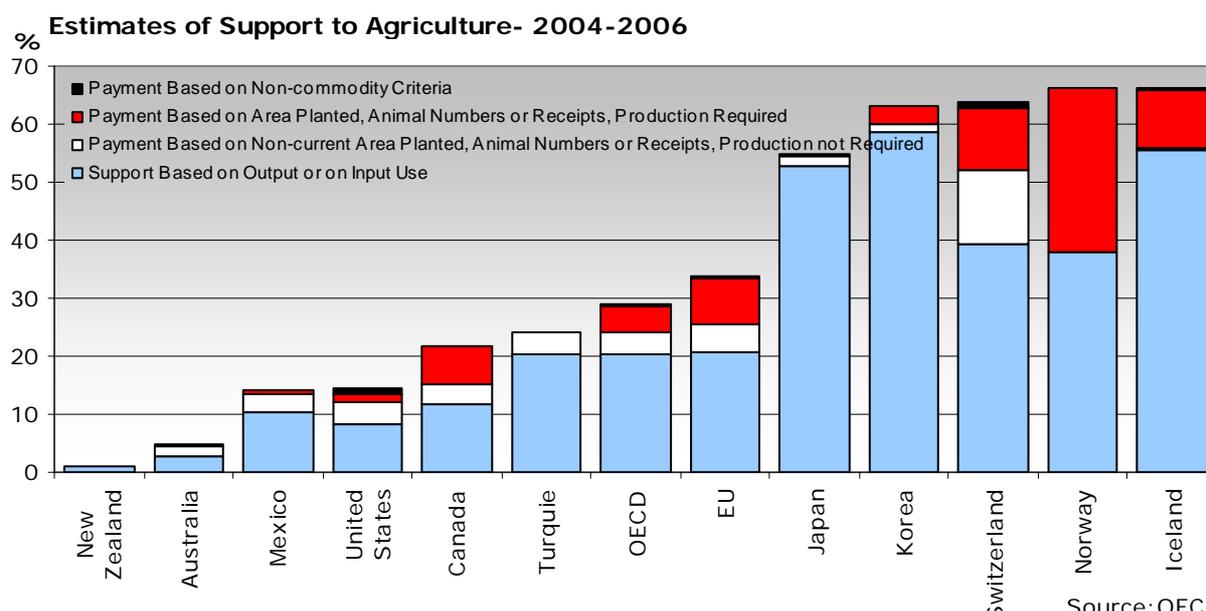
L'édition 2007 de l'évaluation des [Politiques agricoles des pays de l'OCDE](#) constate les progrès accomplis dans la diminution du niveau moyen estimé du soutien aux producteurs (ESP) dans les recettes agricoles brutes. Cet indicateur, développé par l'OCDE, recouvre les aides étatiques, les transferts ainsi que les prestations obtenues en pourcentage des recettes agricoles brutes. Ce niveau a, en effet, baissé de 38% en 1986-88 à 29% en 2004-06. En 2006, l'aide accordée à l'agriculture aux pays de l'OCDE a représenté quelque 352 milliards de CHF, soit environ 1% du PIB de l'OCDE, chiffres qu'il est intéressant de mettre en relation avec les 120 milliards CHF affectés par ces mêmes pays à l'aide publique au développement. Si le niveau de l'ESP fut, en 2006, en moyenne de 27% au sein de l'OCDE, ce chiffre recouvre des situations nationales très diverses : de 1% en Nouvelle Zélande, 6% en Australie, 11% aux Etats-Unis, 23% au Canada, 32% dans l'Union européenne (à 25 membres), 53% au Japon, 63% en Corée et en Suisse, 65% en Norvège et 66% en Islande.

L'OCDE note que si le niveau de soutien accordé aux producteurs s'est réduit en

vingt ans, il a peu évolué depuis la fin des années 90. Ces dernières années, seul le type de soutien s'est modifié, et cela s'est traduit par un abandon marqué des mesures liées à la production de produits particuliers.

[En Suisse](#), le niveau de l'ESP suit également la tendance baissière, passant de 68% en 2004 à 63% en 2006, et ce sont les formes de soutien les plus créatrices de distorsions (soutien fondé sur la production agricole et l'utilisation d'entrants) qui reculent. En 2004-06, ce soutien représentait 1.6% du PIB suisse (pour une population travaillant dans l'agriculture représentant 3.6% de la main-d'oeuvre totale suisse), soit un montant de 6.5 milliards CHF. L'OCDE soutient les mesures proposées dans la Politique agricole 2011, notamment l'abandon progressif des mesures de soutien des prix du marché, mais considère qu'il faut encore réduire la protection des marchés et mieux cibler les paiements budgétaires pour atteindre les objectifs par des mesures entraînant moins de distorsions de la production et des échanges.

[> Table des matières](#)



## 5. Tendances des marchés des capitaux: hypothèques non garanties, pertes assurées

Le rapport semestriel du comité des marchés financiers de l'OCDE (« [Financial Market Trends](#) ») est d'un intérêt particulier dans le contexte actuel de la crise sur le marché des *subprimes*. Celui-ci estime l'ampleur des pertes totales autour de 300 milliards de dollars et n'exclut pas que les failles sur le marché des capitaux se répercutent encore plus clairement sur les institutions de crédits et ainsi sur l'économie réelle. Il existe en effet la possibilité que les incertitudes actuelles soient le signe précurseur d'un ralentissement prolongé. La hausse prévue des taux hypothécaires en mars 2008 et dans les années à venir pourrait signifier des pertes d'environ 125 milliards de dollars liées aux 890 milliards de dollars d'hypothèques surévaluées.

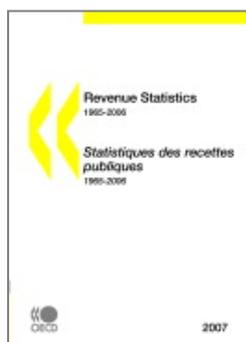
Le nombre de propriétaires en cessation de paiement et devant se résoudre à vendre leurs biens immobiliers en deçà de leur valeur pourrait ainsi doubler. Beaucoup de pertes à venir ont toutefois déjà été incorporées aux réévaluations des institutions financières. L'Europe et l'Asie sont également concernées par ces turbulences sans toutefois disposer de leur propre marché de *subprimes*. Les autorités américaines estiment en effet que 30% des hypothèques sécurisées ont été vendues à l'extérieur des Etats-

Unis. Dès lors qu'il existe une proportion importante de liquidités mondiales à la recherche de placements à haut rendement, il est possible que de nouvelles bulles spéculatives se forment sur les marchés tiers et conduisent à des ajustements correspondants.

Par chance, le rapport considère que l'économie mondiale, à l'exception du secteur financier, se porte bien. Selon ce dernier, la création de « Super fonds » au travers d'un consortium bancaire pourrait offrir une porte de sortie à la crise des *subprimes*, en créant un marché pour ces produits grâce à l'achat de « Residential Mortgage-Backed Securities », ce qui permettrait d'éviter des ventes de panique. Selon l'OCDE, cela laisse suffisamment de temps aux acteurs du marché afin de procéder à une nouvelle évaluation fiable des produits structurés. La confiance des institutions financières et des clients privés en leur banque pourrait ainsi remonter. Le gouvernement américain propose en outre un moratoire sur le relèvement des taux d'intérêt.

[>Table des matières](#)

## 6. Statistiques des recettes publiques 1965-2006 : Suisse : bas niveau mais hausse rapide



Dans leur dernière édition, les « [Statistiques des recettes publiques 1965-2006](#) » indiquent que les recettes publiques collectées en 2006 ont augmenté en Suisse, en comparaison avec les autres pays de l'OCDE et par rapport à l'année

2005. Ces statistiques, publiée au mois d'octobre dernier, montrent que le niveau atteint en Suisse par les recettes publiques se situe à 30,1 % du PIB en 2006, alors qu'il correspondait, par exemple, à 27,8% du PIB en 1995. Le niveau d'augmentation des recettes publiques au cours des dernières années a été plus faible au sein des autres pays de l'OCDE, même si le niveau suisse (30,1% du PIB pour 2006) demeure largement en dessous de la moyenne 2005 des

pays OCDE (36.2% du PIB). Néanmoins, les contributions sociales en Suisse au titre de la caisse de pension, de l'assurance maladie et de l'assurance contre les accidents ne sont pas comprises dans les statistiques de l'OCDE. Ainsi, si on prenait en considération ces mêmes contributions sociales dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le niveau des recettes suisses ne serait que légèrement plus bas que la moyenne OCDE. En Suède, la quote-part fiscale représentent 50,3% alors qu'elle représente chez nos voisins respectivement 44.5% (France), 41.9% (Autriche) et 35,7% (Allemagne). Le Mexique affiche quant à lui la valeur la plus basse.

Ces statistiques recensent aussi des niveaux record de pression fiscale dans les pays de l'OCDE. En effet, après une réduction sur une période relativement

brève – entre 2001 et 2004 –, la pression fiscale a à nouveau augmenté dans 14 (dont la Suisse) des 26 pays analysés, et a baissé dans 11 d'entre eux.

L'étude indique par ailleurs que les recettes collectées par le biais des impôts indirects sur la consommation, sous forme de taxes sur la valeur ajoutées (TVA) sont en légère augmentation (6.9% du PIB en 2005, alors que ce chiffre s'élevait à 6,8% en 2004) dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception des Etats-Unis et de certaines provinces canadiennes. Cependant, l'étude révèle qu'à plus long terme, les impôts directs demeurent une source primordiale des recettes publiques dans les pays de l'OCDE.

[> Table des matières](#)

## 7. Perspectives d'investissement international : de nouveaux records qui suscitent de nouvelles craintes

Deux tendances différentes se dessinent dans le domaine des [investissements internationaux](#). On observe d'une part une croissance ininterrompue des investissements depuis la crise de 2001. Les [investissements étrangers directs](#) (FDI) dans les pays de l'OCDE ont en effet atteint leur plus haut niveau en 2006 depuis 2000, atteignant 910 milliards de dollars. Les Etats-Unis sont toujours de loin le plus important investisseur ainsi que le pays qui attire le plus d'investissements. Les investissements directs net en provenance de la zone OCDE dans le reste du monde se montent à environ 200 milliards de dollars. Sur le long terme (1997-2006), la Suisse reste le plus important investisseur net derrière la France, le Japon et le Royaume-Uni. Une partie de cette tendance reflète l'accroissement de capital des filiales des entreprises issues du secteur financier à l'étranger de même que les rachats d'entreprises dans les secteurs financiers et

pharmaceutiques. D'une certaine manière, en Suisse, les flux sortants des investissements constituent la compensation d'un excédent de la balance courante.

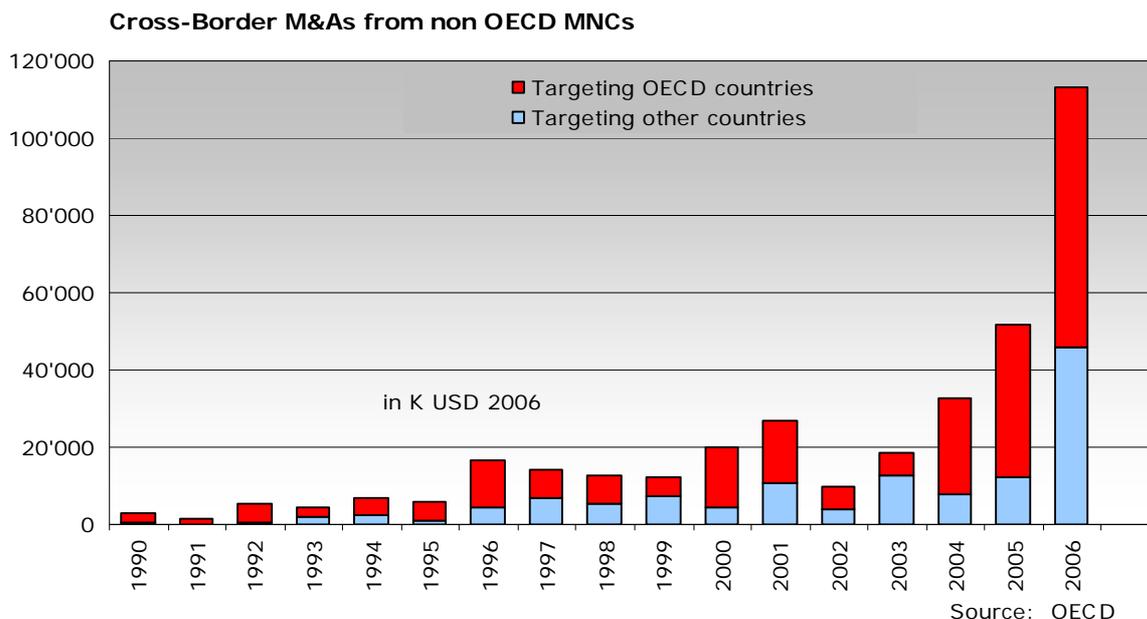
On observe d'autre part une nouvelle tendance de divers membres de l'OCDE à freiner les investissements étrangers dans leur pays sur la base de considérations politiques. Ceci est justifié par « l'intérêt national » ou alors la « protection d'industries stratégiques ». Une des raisons principales de cette crainte est liée à l'apparition de nouveaux investisseurs dotés d'importants capitaux comme la Chine, la Russie, Singapour ou les états du Golfe dont les investissements sont en partie très fortement ou presque exclusivement (Chine) influencés par leur propre gouvernement. Ces nouveaux investisseurs jouent également un rôle déterminant dans le fort accroissement des investissements « Sud-Sud », induit en règle générale

par une demande importante de matières premières. Ces investissements considérables s'effectuent avant tout dans des états africains riches en matières premières tels que l'Afrique du Sud, le Golfe de Guinée ainsi que le Soudan.

Dans le secteur des télécommunications, actuellement en pleine expansion, ce

sont également des entreprises de pays émergents qui entrent en concurrence pour des investissements stratégiques, notamment dans les régions fortement peuplées d'Afrique, d'Amérique latine ou du Moyen-Orient.

[> Table des matières](#)



## 8. Perspectives économiques de l'Amérique latine : politiciens heureux, contribuables malheureux

S'il est vrai que l'Amérique latine a, dans les dernières décennies, accompli des progrès importants, ce continent demeure économiquement en retrait par rapport à l'Asie. C'est la conclusion principale des récentes « [Perspectives économiques de l'Amérique latine](#) ». Ainsi, la majorité des pays de ce continent connaît des formes de gouvernement plus démocratiques que dans le passé, ce qui a eu un effet positif sur les politiques familiales et sociales. L'étude se penche sur quatre domaines de la politique économique : la politique fiscale, la prévoyance, le développement du secteur des télécommunications et l'expansion du commerce avec la Chine et l'Inde. S'agissant des impôts, l'étude indique qu'en Amérique latine, seul un citoyen sur quatre estime que les

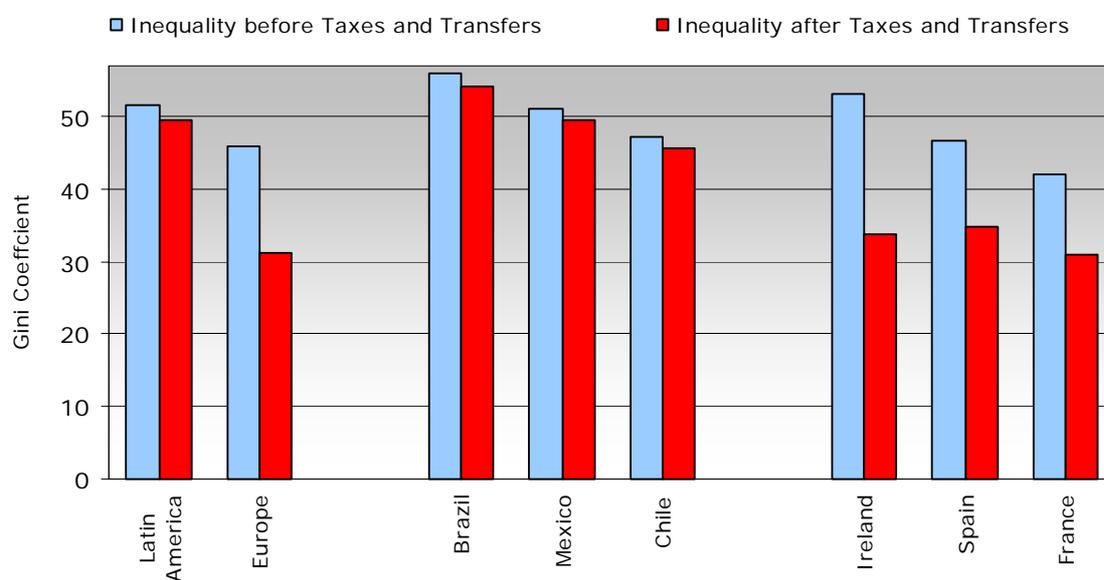
autorités font preuve d'un comportement correct et transparent dans la collecte et la redistribution de ces derniers. Les chiffres confirment le bien-fondé de cet état de fait. La redistribution de la richesse – via les impôts – aux couches pauvres de la population n'est que limitée, en comparaison avec le continent européen. L'OCDE recommande d'élargir la base fiscale, d'attribuer plus de moyens aux infrastructures, à la formation et à la santé ainsi que d'améliorer le transfert des deniers publics aux groupes les plus pauvres de la population. Les systèmes de retraite, fondés sur la couverture du capital-prévoyance, affichent un bilan modeste, mais se portent bien dans la majorité des cas. Ces retraites entraînent par ailleurs, dans certains pays d'Amérique

latine, une augmentation de la part d'épargne. En raison du faible niveau de concurrence, la majorité des caisses de pension privées sont en mesure d'exiger des cotisations très élevées. La libéralisation des télécommunications au cours des années nonante a été conduite avec succès. Les investissements directs étrangers dans ce secteur ont gagné en importance et ont contribué de manière substantielle à la croissance économique. Concernant le commerce avec la Chine et l'Inde, l'OCDE indique qu'en raison de la différence dans la structure des exportations, l'Amérique latine n'est que

très partiellement en concurrence avec ces deux pays. Grâce à ses réserves importantes en matières premières, cette région constitue, avec la Russie, le chef de file de la chaîne de valeurs globalisée. Le succès de ce secteur d'exportation peu compétitif pourrait toutefois conduire, par le mécanisme productif de valeur ajoutée, à une perte de compétitivité dans d'autres secteurs économiques.

> [Table des matières](#)

#### Redistribution of Wealth through Taxes and Transfers in Europe and Latin America - Selected Countries



Source: OECD

## 9. OECD Science Technology and Industry Scoreboard: Suisse : haut niveau d'innovation mais peu de capital-risque

De plus en plus, l'innovation est destinée à devenir l'un des facteurs les plus importants de la croissance économique et, par conséquent, déterminant pour notre avenir. Dès lors, la politique de l'innovation, et le positionnement des autorités et des entreprises dans ce domaine, sont décisifs pour le bien-être de la population. Le « [Science and Industry Scoreboard](#) » de l'OCDE se donne pour but de mesurer et de comparer les progrès accomplis. Pour la

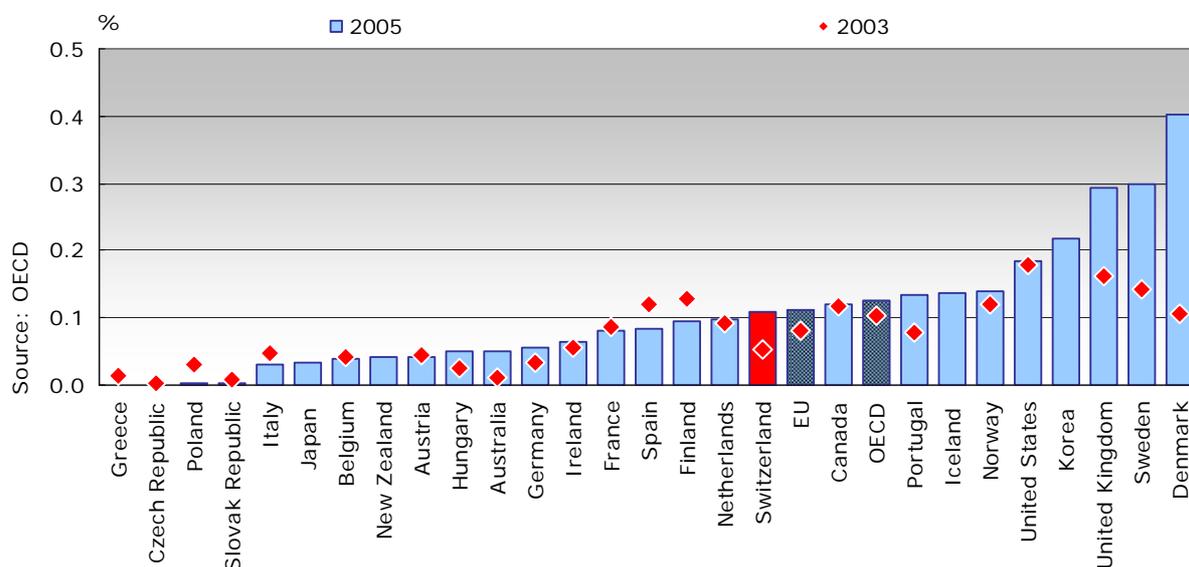
première fois, les pays « BRIC » sont aussi inclus dans cette étude. Sur le plan mondial, la Chine occupe, après les Etats-Unis, et le Japon, la troisième place concernant les dépenses en matière de recherche et développement et la sixième place en nombre de publications scientifiques. Les Etats-Unis (30%), le Japon (33%) et l'Europe (8%) fournissent la plus grande partie des publications scientifiques. Le Japon connaît la plus forte concentration de

recherche (12 sur 1000). La majorité des brevets dans le domaine de la bio- et de la nanotechnologie provient des Etats-Unis et du Japon, alors que l'Europe est en tête dans le secteur des technologies environnementales. La majorité des entreprises de biotechnologie est située aux Etats-Unis (2200), au Japon et en France (800 chacun). Par rapport à la moyenne de l'OCDE et en comparaison avec la situation à la fin des années nonante, les dépenses pour la recherche et le développement ont lentement augmenté à partir de 2000 et suivent la croissance du PIB. De plus, une évolution est perceptible dans le domaine des investissements étatiques pour l'innovation. Alors qu'en 1995 encore les dépenses en matière de recherches étaient financées à raison de 11% par l'Etat, la participation de ce dernier s'élevait à 7% en 2005. Les réductions fiscales y sont pour quelque chose : dans certains pays, les défalcons fiscaux

dépassent les subsides étatiques. De plus, le développement de chaînes de valeur mondialisées joue aussi un rôle grandissant dans le domaine de la recherche. Comme à l'accoutumée, la Suisse se situe à la pointe dans le domaine des brevets, des publications scientifiques et des investissements dans la recherche et le développement (la majeure partie en provenance du privé). Elle demeure toutefois en dessous de la moyenne de l'OCDE et de l'UE, et derrière les pays nordiques, en tant que source de capital-risque (décisif pour l'innovation et la croissance) pour les entreprises à forte valeur ajoutée technologique.

[>Table des matières](#)

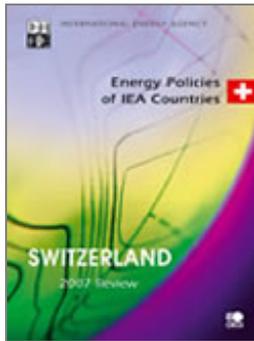
#### 2003-05 Trends in Venture Capital Investment



#### 10. Examen approfondi AIE de la politique énergétique suisse : plus d'impôts sur le fuel et l'essence, moins de places de parc

La Suisse devrait relever les taxes sur le fuel et l'essence et laisser ouverte la possibilité de construire de nouvelles centrales nucléaires. C'est ce qui ressort

du [récent rapport](#) de l'[Agence Internationale de l'Energie](#) (AIE) sur la politique énergétique suisse. De manière générale, l'AIE loue cette politique, en

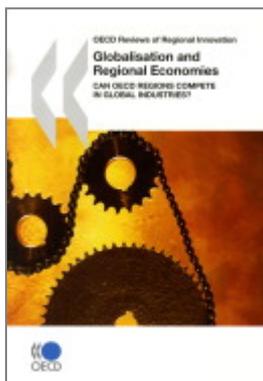


particulier les plans d'action mis en place par les autorités suisses pour accroître l'efficacité énergétique et encourager les énergies renouvelables. Le défi énergétique principal auquel est confronté la Suisse reste toutefois, comme dans la majeure partie des pays industrialisés, le secteur du transport routier. Le rapport souligne que l'imposition de l'essence et du diesel n'est, à l'heure actuelle, pas écologiquement viable et doute que le « centime climatique » ne permette de modifier la donne dans le sens souhaité. Les coûts engendrés par le trafic routier privé ne sont actuellement pas pris en considération dans le prix de l'essence. Outre l'augmentation des prix du carburant, l'IEA suggère de fixer des taxes plus élevées sur les véhicules à moteurs, d'établir des limites d'émission de CO<sub>2</sub> par kilomètre, d'augmenter les taxes routières ainsi que de limiter le nombre de places de parc. L'Agence salue la libéralisation annoncée du marché de l'électricité ainsi que

l'accroissement de l'efficacité énergétique. Elle suggère d'autre part de libéraliser le marché du gaz, processus déjà avancé dans la plupart des pays européens. Le problème d'approvisionnement en électricité ne pourra toutefois être résolu ni par le biais des énergies renouvelables ni par un accroissement de l'efficacité énergétique. La Suisse devra donc soit construire de nouvelles centrales combinées au gaz soit prévoir de nouvelles installations nucléaires. Dans ce dernier cas, l'IEA est d'avis que la procédure de décision devrait être simplifiée et qu'un scrutin populaire devrait être organisé dans les meilleurs délais. L'Agence note d'autre part un manque de stratégie énergétique globale de la Suisse dans ses relations avec l'UE, de même qu'un manque de politique environnementale et énergétique harmonisée au niveau national en raison des compétences cantonales propres.

[> Table des matières](#)

## 11. Mondialisation et économies régionales: la proximité géographique compte



Nouvelles technologies, coûts de transports en baisse et concurrence internationale sont toujours les éléments clés de la mondialisation. Ils permettent aux entreprises de réunir des composants et du savoir-faire de différentes régions du monde, transformant ainsi une chaîne de valeur en un produit fini. [L'étude de l'OCDE sur les économies régionales](#) démontre cependant que la proximité

géographique est toujours aussi importante pour les entreprises. On assiste à ce paradoxe (concentration géographique malgré une spécialisation mondiale) dans diverses branches de l'industrie. Les industries de la « nouvelle économie » ont ainsi formé des [pôles régionaux](#) avec des industries et services complémentaires. La concurrence mondiale expose les grandes entreprises multinationales à une pression permanente en faveur de l'innovation. Leurs structures verticales sont toutefois peu en mesure de maintenir la productivité interne à long terme. Ceci offre à des start-up ainsi qu'à de plus petites entreprises des possibilités de collaboration diverses avec ces grandes

multinationales. C'est ainsi que se constituent des régions entières d'innovation.

Jusqu'ici, les entreprises leader de la zone OCDE actives dans de nouveaux marchés (Chine, Inde) attiraient plus facilement les talents locaux, faute de concurrence sur place. Grâce au développement de multinationales au niveau local, des régions d'innovation propres ont été créées. Les gouvernements des pays de l'OCDE considèrent cette situation de concurrence comme un défi. La plupart des tentatives (coûteuses) de planification politique de variantes de

« Silicon Valley » en Europe ont jusqu'ici échoué. A cela s'ajoute pour la plupart des pays de l'OCDE la nécessité de venir à bout de la transition de régions industrielles intensives en places de travail vers une économie de savoir et de services hautement productive.

Le rapport de l'OCDE comprend des études de cas concernant la production de véhicules, ICT, biopharmaceutique tant dans la zone OCDE (par ex. Italie du Nord, Sud de la Suède, Nord de la France, Bâle) que dans des pays non membres (Shanghai, Brésil).

[>Table des matières](#)

## 12. Calendrier OCDE

- ❖ **28-29 février 2008 - Genève** : [Banque et développement](#) : Rôle du secteur public et du secteur privé. Table ronde organisée par le Forum économique mondial (WEF) en collaboration avec le [centre de développement de l'OCDE](#).

[>Table des matières](#)

## 13. Publications à paraître

- ❖ **Janvier 2008** (à confirmer) : Rapport sur la coopération au développement du [CAD](#).

[>Table des matières](#)